

Votre OPINION

PLATEFORME ÉNERGÉTIQUE DE L'ADQ

Un signal d'alarme

N.D.L.R. : Réagissant à la publication du plan énergétique de l'ADQ la semaine dernière, l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité (AQCIÉ) met tous les partis politiques en garde.

Les grandes entreprises, qui consomment 42 % de toute l'électricité au Québec, formulent quelques mises en garde concernant la plateforme énergétique de l'ADQ.

Tout d'abord, les économies d'énergie, même celles effectuées par les grandes entreprises, ne libèrent aucun volume d'électricité pour les marchés d'exportation. C'est parce que c'est la division Distribution d'Hydro-Québec qui fournit le Québec et qu'elle s'approvisionne sur les marchés ouverts pour combler

Le Québec se trouve derrière d'autres provinces

ses besoins au-delà des volumes patrimoniaux garantis par la loi.

Plus on exporte, moins c'est payant

L'ADQ est en faveur d'exporter massivement l'électricité. Sans s'y opposer, l'AQCIÉ rappelle que les marchés du Nord-Est américain sont déréglementés et que les prix y sont fixés en fonction de l'offre et de la demande. Comme Hydro-Québec est un joueur majeur dans ce marché, en exportant massivement, cela fera inévitablement baisser les prix. De plus, les limites des interconnexions ne permettent pas d'exporter plus de 3 % de toute l'électricité produite pendant les périodes où les prix sont attractifs.

Des modélisations de prix effectuées par des entreprises américaines révèlent que les prix diminueront de 2008 à 2013, atteignant un creux sous les 7¢/kWh, et ça, c'est sans compter l'impact

à la baisse d'une éventuelle augmentation des exportations en provenance d'Hydro-Québec.

Augmenter les tarifs aux prix de marché

L'ADQ considère d'un bon œil cette piste, cependant elle risque d'être fatale pour certaines usines dont l'électricité représente 60 % des coûts d'opération. À l'heure actuelle, les tarifs au Québec reflètent les coûts. En outre, les grands industriels interfinancent les tarifs résidentiels à hauteur de 116 %, donc ils paient plus cher que ce qu'il en coûte pour les desservir. Cela explique que le Québec se trouve, pour le coût de l'électricité aux industries, derrière d'autres provinces, plusieurs États américains et autres pays.

La valeur des investissements faits par les grandes entreprises au Québec se chiffre à 14¢/kWh. Ainsi, entre exporter à 8 ou 9¢/kWh, durant quelques centaines d'heures par année, et faire bénéficier l'économie du Québec de retombées de 14¢/kWh en maintenant 46 000 emplois, il nous semble que le calcul se fait vite.

Le nécessaire équilibre

À l'instar des portefeuilles d'investissements, l'AQCIÉ prône un équilibre entre la transformation sur place et l'exportation, sans oublier la gestion stratégique des échanges. Cependant, pour que les grands industriels continuent d'opérer ici, ils requièrent une politique tarifaire stable, juste et prévisible, sans quoi les nouveaux investissements se feront ailleurs, par exemple au Manitoba, qui offre des tarifs prévisibles. Il s'agit d'un signal d'alarme pour tous les partis politiques.

Luc Boulanger,
Directeur exécutif, AQCIÉ

CHERS COL
LES NOMS
À QUI J'
DES RES

mbeaudet@journalmtl.com

BEAUDET
2007

« Ce qu

Souhaitez-vous



« Non, je crois que les conservateurs font un bon boulot jusqu'à présent. »

— François Gaboury